



Strasbourg le 18/11/2024

Jeanne Barseghian, Maire de Strasbourg

Pia Imbs, Présidente de l'Eurométropole

Objet : attaque de la fonction publique

Madame la Maire, Madame la Présidente

La CGT souhaite vous alerter sur l'inquiétude croissante que nous ressentons face aux déclarations du ministre de la fonction publique.

Le gouvernement et son nouveau ministre de la fonction publique, Monsieur Kasbarian, annoncent poursuivre la casse des services publics par la restriction budgétaire de l'état envers les collectivités, alors que le transfert des compétences n'a cessé d'augmenter et qu'une crise socio-économique met à mal le peuple.

La casse des services publics continue et s'amplifie par ceux dont la politique a été remise en cause par les urnes.

La stigmatisation quotidienne du « fonctionnaire », jamais rattaché à la notion de service public, impacte fortement le moral de vos agent-e-s. L'intérêt général devient absent du paysage. Pourtant, la crise COVID n'est pas si lointaine.

Dévoué-e-s et engagé-e-s sur le terrain, ceux-ci travaillent avec détermination afin d'apporter à la population un service public de qualité et de proximité.

Aujourd'hui, force est de constater que l'attractivité n'y est plus (rémunération, évolution de carrière, conditions de travail il reste encore beaucoup à faire, complexité des procédures, etc.), peu postulent et nombreux-e-s sont celles et ceux qui partent ou envisagent de quitter le navire.

Pour aggraver la situation, Monsieur Kasbarian, unilatéralement, a décidé de sanctionner la maladie des agent-e-s publics : 3 jours de carence et 10% de réduction de salaire !

Il tente également de vous imposer des restrictions d'effectifs (100 000 sur tout le territoire).

Les remises en cause du statut et de son caractère national s'inscrivent dans la poursuite de la politique de différenciation territoriale, de regroupement forcé des communes, de renforcement des prérogatives des métropoles et des régions, en dépossédant lentement mais sûrement les élus locaux de leur pouvoir : la libre administration de leur collectivité.

Moins d'argent, moins d'agent-e-s, la CGT vous pose alors la question : comment ferez-vous demain pour mettre en œuvre vos politiques publiques au service de vos concitoyen-ne-s et de vos territoires ?

Dans un contexte de crise, au milieu d'un chaos politique, le « quoi qu'il en coûte » devrait correspondre à l'amélioration des services publics dans les territoires.

Premiers acteurs de ceux-ci, les agent-e-s doivent pouvoir exercer leurs métiers dans les meilleures conditions avec la reconnaissance qui leur est due.

Cela passe pour nous par réaffirmer nos revendications [32h, point d'indice à 6€, améliorations des conditions de travail, abrogation du jour de carence...] dont la satisfaction est totalement en adéquation avec le renforcement de nos services :

Madame, Monsieur le Maire, présidentes et présidents d'intercommunalité, il existe un moyen de vous mobiliser et d'allier les déclarations aux actes, à la hauteur de vos ambitions d'élu-e-s au service de la population et des territoires : **La grève des budgets !**

Comme le disait Bertolt Brecht : Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu...

La CGT est et sera toujours pour la défense des agent-e-s et du service public. Mais maintenant pour la défense des intérêts de vos administré-e-s, la balle est aussi dans votre camp ...

Recevez nos salutations syndicales.

Karim HADI

Secrétaire général

CGT Territoriaux de

Strasbourg Eurométropole

